

La voie singulière du développement économique de la Malaisie

Elsa Lafaye de Micheaux, La Malaisie, un modèle de développement souverain ?

Nathalie Fau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/regulation/10055>

ISSN : 1957-7796

Éditeur

Association Recherche & Régulation

Référence électronique

Nathalie Fau, « La voie singulière du développement économique de la Malaisie », *Revue de la régulation* [En ligne], 13 | 1er semestre / Spring 2013, mis en ligne le 28 juin 2013, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/10055>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.



Revue de la régulation est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La voie singulière du développement économique de la Malaisie

Elsa Lafaye de Micheaux, *La Malaisie, un modèle de développement souverain ?*

Nathalie Fau

RÉFÉRENCE

Elsa Lafaye de Micheaux, *La Malaisie, un modèle de développement souverain ?*, Lyon, ENS Éditions, 2012, 344 pages.

- 1 Un ouvrage monographique de 300 pages sur un petit pays de 29 millions d'habitants peut-il intéresser au-delà du petit cercle des spécialistes de la Malaisie en France ? Le livre d'Elsa Lafaye de Micheaux fait la démonstration qu'il y a, pour les études sur l'économie du développement, beaucoup d'enseignements à tirer du cas malaisien. Ce petit pays pourrait bien devenir un cas d'école allant à l'encontre des discours sur le dépassement de l'État dans le cadre du processus de mondialisation. Certes, comme le souligne l'auteure elle-même (p. 16), la croissance économique de ce pays ne bouleverse pas la donne internationale. Cependant, la singularité de la trajectoire malaisienne est riche d'enseignements : l'insertion très profonde de l'économie de ce pays dans la mondialisation et sa situation même de dépendance face à la demande extérieure et aux capitaux étrangers ne se sont nullement accompagnées d'un retrait de l'État mais au contraire de son intervention massive. Elsa Lafaye de Micheaux analyse, en s'appuyant sur des données solides et une connaissance fine du pays, les liens entre l'affirmation politique nationale et le choix d'une trajectoire économique toute orientée vers l'extérieur.
- 2 Cet ouvrage sur le développement économique de la Malaisie est particulièrement ambitieux dans la mesure où il ne cherche pas à simplement se conformer aux analyses de

modèles économiques existants mais au contraire à dégager la spécificité du cas malaisien en s'appuyant sur des sources économiques mais aussi historiques, démographiques et sociologiques. L'auteure s'inscrit en cela dans une perspective dessinée par les fondateurs de l'institutionnalisme en économie du développement (Albert O. Hirschman et Gunnar Myrdal) qui « partagent l'idée qu'on ne peut aborder les questions en économie du développement sans prendre le temps du détour et de l'interdisciplinarité » (p. 20). Le cœur de l'analyse reste économique mais la prise en compte de facteurs non économiques permet de comprendre l'originalité du développement de la Malaisie.

- 3 Tantôt chronologique, tantôt thématique, ce livre est loin d'être linéaire ; il multiplie au contraire les angles d'approche pour mieux saisir la réalité du développement malaisien. Les reprises éclairent toujours de façon différente un sujet déjà abordé. Les confrontations entre les différentes approches des sciences sociales sont particulièrement riches car elles permettent de déconstruire de nombreuses idées reçues, de ne pas prendre pour acquises les théories économiques dominantes et de rendre compte des débats qui ont traversé les sciences économiques et les études sur l'Asie du Sud-Est : interprétation divergente du « miracle asiatique » (World Bank, 1993) ou de « l'État développeur », remise en question du modèle du « vol d'oies sauvages » expliquant le décalage temporel d'insertion des pays asiatiques dans la mondialisation, controverse théorique sur les sources de la croissance et les moyens de la mesurer ou encore polémique sur la solidité du développement économique des pays de l'Asie du Sud-Est et leurs capacités de résilience face aux crises, un débat qui leur vaudra tour à tour d'être qualifiés de « Tigres asiatiques », puis de « Tigres de papier » (Krugman, 1994). Outre une abondante bibliographie, l'auteure appuie son analyse sur la base de séries statistiques fournies par le gouvernement (Bank Negara) et les organismes internationaux (Banque mondiale, CNUCED, FMI) et sur ses propres enquêtes de terrain réalisées à la fin des années 1990. Toutes ces données sont compilées et exposées sous forme de tableaux (40 au total) et de graphiques (56), ce qui facilite non seulement la compréhension du texte mais en fait surtout une mine d'informations pour un chercheur sur la Malaisie. L'ouvrage est par ailleurs parfaitement accessible à des non-spécialistes de la Malaisie car dans un souci pédagogique, l'auteure a introduit au fil de son texte des encarts faisant le point sur les spécificités historiques, politiques ou encore ethniques de la Malaisie.
- 4 Cette recherche se décompose en trois parties. La première revient sur la genèse du développement économique en partant de la période coloniale. La deuxième, sûrement la plus difficile d'accès pour des non-économistes, est une approche macrodynamique quantifiant, qualifiant et analysant les sources de la croissance malaisienne. Elle compare également entre elles les différentes crises économiques et financières auxquelles a été confrontée l'Asie depuis la fin du XX^e siècle afin d'en analyser leur spécificité et d'évaluer la capacité de résilience du modèle de croissance malaisien. La troisième partie analyse plus spécifiquement la caractéristique propre du développement malaisien qui est de combiner une stratégie d'insertion dans l'économie mondiale à une politique économique menée par un État fort.
- 5 Ne pouvant rendre compte de toute la richesse de ce travail, ce compte rendu s'en tient au point de vue d'une géographe du développement travaillant sur la Malaisie. Il vise avant tout à reprendre les points forts de la recherche d'Elsa Lafaye de Micheaux qui analyse de façon très pertinente la singularité de la voie de développement économique suivie par la Malaisie.

1. Des choix économiques portés par la segmentation communautaire de la société malaisienne

- 6 La première originalité tient aux facteurs qui ont enclenché la dynamique de croissance de la Malaisie. Si la colonisation britannique est un premier facteur déterminant dans la genèse du développement économique malaisien, ce n'est pas tant en transformant la Malaya en une colonie d'exploitation fondée sur l'extraction minière (étain) et les plantations (hévéa), qu'en étant à l'origine de la formation d'une société multi-ethnique et inégalitaire. Comme le démontre Anthony Reid (2010), en la comparant à l'Australie, la Malaisie est un État neuf : on dénombre seulement 300 000 habitants en 1835 dans la péninsule. La poursuite de la croissance économique se heurte ainsi à une pénurie aiguë de main-d'œuvre. Pour pallier ce manque, les colons recrutent des travailleurs en Inde et en Chine tout au long du XIX^e siècle. Cette immigration du travail a eu des répercussions majeures sur la structure sociale du pays. Le chapitre 1 de l'ouvrage, qui revient en détail sur la période coloniale, démontre le rôle des Britanniques non seulement dans la classification très contestable de la population en catégories ethniques, mais aussi dans la structuration de la société selon ces divisions ethniques. L'administration britannique a assigné à chaque communauté un rôle économique : les Malais travaillent dans l'administration (pour une minorité seulement et toujours issue de la noblesse locale) et dans le secteur traditionnel de l'agriculture de subsistance, tandis que les Chinois et les Indiens sont majoritairement des salariés des mines et des plantations. Cette ségrégation sociale, redoublée par un accès inégal aux institutions scolaires et par la division linguistique du système éducatif (Lafaye de Micheaux, 2000), fut la première source d'inégalités sociales en termes de revenus dans le pays.
- 7 C'est précisément cette segmentation communautaire de la société malaisienne qui peut être identifiée comme l'élément déclencheur du décollage économique malaisien. Le point de rupture de la trajectoire économique malaisienne identifié par E. Lafaye de Micheaux n'est pas 1957, année de l'indépendance, mais le 13 mai 1969 lorsque des manifestations politiques tenues quelques jours après les élections fédérales dégénérèrent en émeutes sanglantes opposant les Malais aux Chinois. Après avoir décrété l'état d'urgence, le gouvernement instaure une politique qui cherche à restaurer la paix sociale et les fondements d'une unité nationale en favorisant l'enrichissement des Malais. La Nouvelle Politique Économique (NEP) instaurée en 1970 est une politique de discrimination positive accordant aux Malais de nombreux privilèges : prêts bonifiés pour acquérir des actions et des obligations, accès prioritaire à la fonction publique, système de quotas dans l'enseignement supérieur et dans l'emploi salarié dans les entreprises étrangères, obligation d'investissements co-joints avec des entrepreneurs malais ou encore « traitement préférentiel et arrangement discriminatoire » dans l'accord de licence pour de nouvelles entreprises et accès préférentiel aux marchés publics.
- 8 Or, comme le démontre bien le chapitre 2 entièrement consacré à cette nouvelle politique, la « NEP articulera de manière forte et relativement cohérente une politique de justice sociale en faveur des Malais et un interventionnisme dans le domaine économique ouvrant la voie à un développement accéléré fondé sur l'industrialisation. Dans le projet retenu au lendemain des émeutes, les deux mécanismes de discrimination positive et d'impulsion de la croissance sont inséparables » (p. 109). Pour favoriser la croissance des Malais, le gouvernement change radicalement de politique économique : la politique de

développement fondée depuis l'indépendance sur l'exploitation intensive des ressources naturelles et sur une stratégie de substitutions des importations laisse place à partir du 2nd Malaysia Plan (1971-1975) à une stratégie de développement des exportations reposant sur une forte ouverture commerciale, le recours aux capitaux étrangers, la spécialisation dans l'électronique et l'insertion dans la division internationale du travail. La NEP ouvre pour la première fois la possibilité de la croissance et de la réduction des inégalités. L'objectif de cette politique est d'augmenter la part des Malais dans l'emploi et l'accès au capital des entreprises et de construire une classe d'hommes d'affaires malais sur la base de fonds publics investis dans des projets industriels, agricoles ou financiers de toute sorte. Le gouvernement favorise aussi la création d'entreprises contrôlées et gérées par les Malais en instaurant une politique financière incitant les banques à prêter aux nouvelles entreprises industrielles.

- 9 Ce choix politique de discrimination positive, lourd de conséquences sur l'évolution de la société malaise, repose pourtant sur une interprétation hâtive des émeutes de 1969 en terme d'antagonisme interethnique. Or, l'approche interdisciplinaire d'Elsa Lafaye de Micheaux a justement le grand mérite de pouvoir déconstruire cette idée reçue qui est pourtant encore régulièrement utilisée de nos jours pour justifier les dérives autoritaires du gouvernement. À partir d'enquêtes démographiques et économiques et de travaux comme ceux des économistes J.J Puthucheary et K.S. Jomo, l'auteure propose une relecture des émeutes de 1969 (p. 99-109). Pour le gouvernement, les raisons de ces émeutes sont simples : elles expriment l'exaspération des Malais, les fils du sol, les habitants originels donc, face à leur pauvreté comparée à la prospérité des immigrés Chinois. L'équation simpliste selon laquelle le Malais est pauvre et le Chinois riche, doublée de l'idée que « les Chinois formaient la communauté qui exploitait les Malais, et que les Chinois étaient riches parce qu'exploitant les Malais » (p. 98), est devenue le terreau de la politique gouvernementale et un outil efficace de légitimation d'un pouvoir autoritaire. L'auteure réexamine cette interprétation des événements en montrant que l'appartenance à une classe sociale est beaucoup plus déterminante que l'appartenance ethnique dans l'explication des inégalités de revenus au sein de la population. Et de rappeler quelques chiffres particulièrement éclairants : en 1969, 98 % des Chinois sont des ouvriers ou des petits paysans – ils sont donc loin de dominer l'économie en Malaisie en tant que communauté – par ailleurs 63,3 % du capital des entreprises de Malaisie est détenu par des étrangers, une donnée bien différente de l'image désignant les Chinois comme les principaux détenteurs de la richesse nationale. Les inégalités de revenus entre communautés ethniques recouvrent d'autres oppositions structurantes issues de la période coloniale : opposition entre la ville et la campagne qui recoupe, mais pas totalement, celle entre Non-malais et Malais, accès différencié à l'éducation, émergence d'une économie duale où les Malais sont cantonnés dans les secteurs traditionnels.

2. Une ouverture économique sans perte de souveraineté étatique

- 10 La seconde originalité du développement économique malaisien réside en effet dans sa capacité à associer souveraineté de l'État et mondialisation (partie 3 du livre). L'insertion depuis la période britannique de la Malaisie dans l'économie mondiale s'est accompagnée d'une dépendance commerciale, financière et technologique, sans pour autant remettre en cause l'autonomie du gouvernement dans ses choix de politique économique. Allant à

l'encontre de la théorie dite de « la dépendance », Elsa Lafaye de Micheaux démontre que le développement économique de la Malaisie est souverain « au sens où il est orienté vers les besoins propres du peuple à travers une politique orientée par des exigences sociales, et où les logiques économiques ou politiques extérieures sont reléguées au second plan » (p. 306). Contrairement aux travaux réalisés dans la lignée de ceux de la Banque mondiale affirmant que le miracle asiatique a reposé essentiellement sur la mise en œuvre d'une stratégie des exportations, sur la libéralisation commerciale et ne voyant dans l'État qu'un simple acteur parmi d'autres, cet ouvrage montre que la croissance économique de la Malaisie aurait été inconcevable si elle avait été portée par le seul jeu du marché. L'autre rupture politique majeure introduite par la NEP réside en effet dans le changement d'implication de l'État dans l'économie. Le gouvernement et les pouvoirs publics ne se contentent plus de fournir des infrastructures adéquates et d'infléchir les orientations des entreprises privées ; ils interviennent désormais directement au niveau de la création d'entreprises dans les secteurs qu'ils souhaitent développer. L'État malaisien devient un État développeur, un État entrepreneur industriel et financier. Le poids de plus en plus important de l'intervention publique dans les affaires est mesurable par l'augmentation du nombre d'entreprises publiques qui « sont passées de 362 unités en 1975 à 656 en 1980 et entre 900 et 1014 en 1985 » (p. 210). En 1986, la part de ces entreprises dans le PIB est autour de 30 %, c'est-à-dire un taux « qui rapprocherait plutôt la Malaisie de pays à économie administrée comme la Roumanie, la Hongrie, la Tanzanie ou à la Syrie pendant cette période » (p. 210). La mise en application de la NEP à travers des entreprises publiques a d'abord eu pour résultat un accroissement de la concentration des ressources économiques dans les mains de l'État.

- 11 La dérégulation et la privatisation de l'économie mises en œuvre à partir de 1986 suite au ralentissement de la croissance économique du pays, n'ont pas remis en cause la forte implication structurelle de l'État dans l'économie malaisienne. Certes, dans le cadre de la NDP (*National Development Policy*) remplaçant la NEP, le gouvernement Mahathir, arrivé au pouvoir en 1981, a pour objectif de favoriser une croissance économique qui ne soit plus portée exclusivement par l'État mais qui repose sur une étroite collaboration entre le public et le privé, dénommée par imitation du *Japan Incorporated*, le *Malaysia Incorporated*. Cependant, cette privatisation s'effectue sans recul de l'État, dont les dépenses publiques ne cessent de s'accroître. Il s'agit davantage d'un changement dans la forme et la méthode de l'engagement de l'État plutôt qu'un retrait de celui-ci et « l'État est donc toujours, depuis la crise asiatique, la première source d'accumulation du capital en Malaisie » (p. 225).
- 12 Les modalités et le rythme de la participation de la Malaisie au mouvement de la mondialisation sont ainsi toujours liés à des choix de politique nationale. Pour ne plus dépendre de la demande d'un très petit nombre de partenaires (États-Unis, Singapour et Japon), des mesures gouvernementales ont été prises afin de développer le secteur islamique et valoriser des industries agroalimentaires halal. Le gouvernement malaisien n'a par ailleurs jamais hésité à affirmer son autonomie dans la conduite de ses politiques économiques en rejetant les normes des organisations internationales qui ne lui conviennent pas. Puissance d'un État rentier qui lors de la récession de 1997 refuse l'aide et les conseils du FMI, lui enjoignant d'annuler tous les grands projets, de laisser flotter la monnaie nationale et de laisser libre cours à la circulation des capitaux. Au contraire, dès 1998, le gouvernement indexe la valeur du ringgit malais sur celle du dollar américain et impose diverses mesures de contrôle monétaire et de restriction des sorties de capitaux.

Ce sursaut nationaliste à rebours de toutes les règles du jeu financier international s'est avéré payant et a permis au pays de connaître une sortie de crise accélérée.

3. Une économie ouverte et libérale sans démocratie

- 13 Troisième originalité du développement malaisien, l'absence de corrélation entre développement économique et démocratie. Qualifié tour à tour de « démocratie modifiée », de « quasi-démocratie » ou « d'autoritarisme soft », le système politique malaisien laisse peu de place à la critique du pouvoir en place au nom de l'impératif supérieur de la stabilité politique. Depuis 1957, la vie politique est dominée de façon hégémonique par l'UMNO (*United Malays National Organisation*), parti nationaliste malais majoritaire au sein d'une coalition de gouvernement qui est censé représenter les trois communautés au détriment de l'émergence d'une pluralité des partis. Durant la période Mahathir, Premier ministre au pouvoir entre 1981 et 2003, le taux d'ouverture dépasse les 150 % du PIB et les exportations progressent en moyenne de 9 % par an. Cette insertion poussée dans la mondialisation ne s'est pas traduite par une démocratisation des institutions mais au contraire par un renforcement de l'arsenal sécuritaire et de la mise sous tutelle du pouvoir royal, de la magistrature, de la presse au profit du Premier ministre. La plupart des lois de coercition mises en place par les autorités britanniques pour lutter contre la menace communiste puis contre l'insurrection de 1948 sont passées du statut de mesures d'exception à celui de lois ordinaires juste après l'indépendance, pour finir par devenir un moyen efficace de réprimer une opposition pourtant légale : l'*Internal Security Act* (I.S.A.) permet d'emprisonner sans procès pendant une période de deux ans, renouvelable indéfiniment, toute personne menaçant la sécurité de la Malaisie. Le *Sedition Act* et l'*Official Secrets Act* limitent le débat public en interdisant toute discussion sur la domination politique et les privilèges des Malais.
- 14 Dans sa conclusion, se demandant finalement si la Malaisie est un modèle de développement souverain, Elsa Lafaye de Micheaux insiste ainsi sur la souveraineté paradoxale de la Malaisie : certes l'État est bien souverain dans la mise en œuvre de sa politique économique et dans son autonomie à prendre des décisions à chaque étape de son développement, mais « cette souveraineté malaisienne n'est plus avérée si l'on retient comme titulaire légitime le peuple plutôt que la nation. En Malaisie, la souveraineté populaire est confisquée » (p. 315). Elle est confisquée par la domination d'un parti unique, par une politique faite par et pour les Malais, mais aussi par une incapacité à penser la société autrement qu'en terme de division communautaire tout en refusant d'aborder la question des inégalités socio-économiques indépendamment des origines. Si les politiques de la NEP ont permis une augmentation du revenu par habitant, une réduction massive de la pauvreté et l'émergence d'une classe moyenne, elles ont aussi contribué à accroître les inégalités tant au sein de la communauté chinoise que malaise. Depuis les années 1970, les divisions socio-économiques sont sous-évaluées, voire occultées par le gouvernement malaisien qui se focalise davantage sur les problèmes religieux et intercommunautaires. Les grands perdants sont sans aucun doute les ouvriers et les paysans chinois et indiens qui n'ont pas bénéficié de la lutte contre la pauvreté engagée par la NEP et qui se sont vus systématiquement refuser l'accès à la terre au profit des Malais. Par ailleurs, la mise en œuvre de la discrimination positive accordant des droits différents en fonction des origines a clivé le peuple malaisien et a rendu impossible la construction d'une citoyenneté malaisienne commune.

4. La corruption, la collusion et le népotisme comme facteurs de croissance

- 15 Si une solidarité dépassant les clivages communautaires existe, elle est à chercher entre les grands capitalistes malais et chinois. Le « capitalisme d'État » créé par la NEP s'est transformé en *crony capitalism* (capitalisme de copinage) caractérisé par une collusion toujours plus étroite entre les affaires et le milieu politique, une concentration des affaires entre quelques mains et une politisation de l'économie se traduisant par un favoritisme dans l'attribution des marchés publics. Ce système clientéliste caractérisé par le patronage politique a bénéficié aussi bien à des Malais qu'à des Chinois, la condition étant d'être dans le cercle politique de l'UMNO. Reprenant les travaux de Edmund T. Gomez sur les hommes d'affaires chinois de Malaisie, l'auteure montre que, contrairement à une idée reçue, l'enrichissement des hommes d'affaires chinois ne doit pas tant à leur bonne insertion dans le réseau d'affaires chinois ou à leurs relations avec les Chinois de l'extérieur qu'à leur lien privilégié avec des Malais haut placés au sein de l'UMNO ; loin de fonctionner en vase clos au sein de la collectivité chinoise, les entreprises chinoises sont en concurrence pour bénéficier des concessions politiques distribuées par le pouvoir public. Cette corruption qui transcende les clivages communautaires et qui s'est accrue suite à la privatisation de l'économie n'a pas, selon l'auteure, été un obstacle au développement. Elsa Lafaye de Micheaux va ainsi à l'encontre de la relation causale si souvent faite entre corruption et crise économique : « il ne s'agit pas de défendre un système institutionnel et politique injuste, mais de montrer que cette logique politique n'est pas pour autant antiéconomique et de battre en brèche la critique néolibérale du *crony capitalism*, cause de la crise asiatique de 1997 » (p. 250). Elle démontre que non seulement le « marché » s'est parfaitement accommodé de cette situation mais surtout que cette méthode peu orthodoxe de développement économique a abouti à l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre : réduction de la pauvreté à moins de 5 % de la population contre près de 50 % en 1970, émergence d'une classe moyenne ou encore diminution des inégalités de revenus.

5. Vers une remise en question du mode de développement malaisien ?

- 16 Plusieurs éléments de cet ouvrage montrent que la Malaisie change progressivement de mode de développement. Dans le domaine économique, le chapitre 4 de l'ouvrage démontre que toutes les crises subies par la Malaisie (1997, 2001 et 2008) sont importées de l'extérieur du fait de la forte extraversion de sa croissance et que leurs déclenchements ne peuvent donc être imputés ni à la mauvaise situation financière du pays, ni à une fragilité des principes fondamentaux de son économie. Ce sont même les sources internes de la croissance (consommation intérieure et investissement) et la forte implication de l'État dans la dynamique économique qui ont permis une résorption de la crise. Pour sortir de cette situation d'une grande vulnérabilité aux chocs externes, le gouvernement favorise désormais l'*Indigenous growth*, une croissance plus intérieure. Sa crainte est de voir le pays bloqué dans « la trappe à revenus intermédiaires » et de ne pas accéder au statut de pays développé et à hauts revenus en 2020, date fixée par Mahathir.

Le Programme de Transformation Économique (ETP), lancé en juin 2010, a ainsi pour objectif de promouvoir l'innovation et les gains de productivité en faisant émerger un nouveau modèle économique (Fau 2012 et 2013a). L'évolution de la Malaisie misant sur une économie tournée vers l'innovation et les produits à plus forte valeur ajoutée nécessite des investissements massifs aussi bien malaisiens qu'étrangers. Or, le pays n'est plus aussi attractif pour les investissements étrangers qui ont diminué tant en valeur absolue qu'en valeur relative par rapport aux autres pays de l'Asean. D'autre part, l'ambition du gouvernement de sortir la Malaisie du modèle « pays à bas coût » se heurte à un manque de qualification de la main-d'œuvre disponible. Le rapport d'avril 2011 de la Banque mondiale, intitulé explicitement « *Brain drain* » montre qu'une montée en gamme technologique de la production sera difficilement réalisable tant que la Malaisie ne parviendra pas à retenir sa main-d'œuvre la plus qualifiée. Pour attirer les investisseurs, pour retenir ces populations qualifiées, souvent des Chinois qui ne trouvent plus d'avenir en Malaisie, le gouvernement tente de revenir sur sa politique de discrimination positive qui devient contre-productive. Concernant l'investissement étranger, il a supprimé toutes les clauses liées à la discrimination positive en faveur des Malais : plus d'obligation de respecter des quotas ethniques dans l'emploi ou encore possibilité de posséder une filiale à 100 %.

- 17 La société malaisienne est également en train d'évoluer. Et même si ce livre – dont les développements politiques et sociologiques se focalisent sur la période de la NEP et du gouvernement Mahathir – ne fait pas état de ces changements récents, il a à maintes reprises souligné que d'autres voies de développement auraient été possibles : la singularité du mode de développement suivi par la Malaisie résulte en grande partie d'une interprétation erronée et faite dans l'urgence par le gouvernement des émeutes de 1969. L'actualité récente montre que la corruption, les injustices sociales et la domination sans partage de l'UMNO sur la vie politique sont dénoncées par une population qui n'accepte plus l'inacceptable au nom de la croissance économique et de la menace d'un nouveau mai 1969. Le pouvoir en place est soumis à une pression grandissante de la société civile dont le mouvement *Bersih* (« propre » en malais) réclamant des élections justes et propres est devenu l'emblème (Fau, 2013a). Ces mobilisations politiques sont de plus transcommunautaires, quoiqu'en pense le pouvoir en place qui tente de réduire la vie politique malaisienne à une caricature d'opposition entre Malais et Chinois, entre musulmans et chrétiens au risque de fragiliser l'unité nationale du pays. Les élections de mai 2013 ont de nouveau été remportées par le Barisan National mais son avance a cependant été considérablement réduite au profit du DAP, *Democratic Action Party*, parti se présentant comme multicommunautaire mais dominé par les Chinois. Or, si cette percée du DAP a été qualifiée par Najib Razak de « Tsunami chinois », l'analyse des résultats, que ce soit en nombre de sièges ou de voix, ne met cependant pas en évidence l'expression d'un clivage communautaire. Pendant combien de temps encore, le gouvernement pourra-t-il ainsi attiser les conflits communautaires et religieux afin d'étouffer les protestations politiques et occulter les injustices sociales ?
- 18 Cette approche interdisciplinaire du développement économique malaisien est ainsi une réussite et s'impose sans conteste comme une référence indispensable en langue française sur l'économie malaisienne, mais aussi sur les modalités de développement des pays du Sud.

6. En conclusion : un point de vue de géographe sur la singularité du développement malaisien

- 19 En guise de conclusion, nous souhaitons ajouter un point de vue de géographe sur la singularité du développement malaisien.
- 20 Tout d'abord, la réussite de l'insertion de la Malaisie dans l'économie mondiale ne se traduit pas uniquement par l'accueil de multinationales ou par la croissance des exportations de produits manufacturés. Elle se manifeste aussi par la capacité du pays à capter les flux internationaux. L'indice de performance logistique (World Bank, 2012) qui permet d'évaluer la capacité des pays à accéder aux marchés mondiaux, en mesurant la qualité et la fiabilité de la chaîne logistique et celles des infrastructures de transport ainsi que la simplicité et l'efficacité des procédures commerciale, montre que la Malaisie est au 29^e rang mondial en 2012 (France 12^e), soit bien après Singapour qui détient la première place mondiale mais avant tous les autres pays d'Asie du Sud-Est. Située sur le détroit de Malacca, un des passages le plus fréquentés au monde, la Malaisie est parvenue à capter à son profit les flux en transit : non seulement la qualité de ses infrastructures portuaires lui permet de ne plus dépendre du port de Singapour pour ses exportations mais les flux de transbordement sont en pleine augmentation. Mieux, le gouvernement a décidé de construire, a priori contre toute logique économique et géographique, un port à conteneurs (Tanjung Pelapas) situé à quelques encablures de Singapour, 2^e port mondial pour les flux conteneurisés. Inexistant en 2000, Tanjung Pelapas est désormais le 18^e port mondial pour les flux conteneurisés et son activité est dominée à 95 % par des flux de transbordement (Fau, 2013b). La singularité de la Malaisie, c'est aussi cette capacité à implanter et à faire fonctionner des mégaprojets sur lesquels personne n'aurait parié. Même succès dans le domaine aérien : Air Asia, fleuron du low-cost malaisien, est un phénomène commercial et médiatique majeur, à l'échelle de l'État et de la région, mais qui est aussi en passe de devenir réellement asiatique (du Moyen-Orient à l'Asie orientale). L'avance de la Malaisie dans ce domaine est loin d'être anodine dans la mesure où la croissance du transport aérien low-cost est considérée comme l'une des variables significatives permettant de déterminer quel aéroport dominera l'aviation civile régionale (Farhat, 2011).
- 21 Ensuite, cette réussite économique est volontairement ostentatoire. Pour que ce petit pays devienne visible sur le planisphère, le gouvernement mène une politique de marketing territorial reposant sur le financement de mégaprojets. Afin d'élever Kuala Lumpur au statut de ville mondiale, le gouvernement fédéral a lancé en 1992 la construction d'un nouveau centre-ville (le Kuala Lumpur City Center, KLCC), où se concentrent les activités du tertiaire supérieur, les hôtels internationaux, les tours de bureaux et les plus grands espaces commerciaux. Les tours jumelles de la société pétrolière Petronas (452 m), les plus hautes du monde jusqu'en 2004, ont été conçues explicitement pour être une vitrine de la modernité malaisienne (Bunnel, 2004). Certes, cette stratégie de verticalisation est également mise en œuvre par la plupart des pays asiatiques mais l'originalité de la Malaisie tient dans son refus de simplement copier les modèles occidentaux en affirmant une autre modernité puisant sa source dans l'architecture musulmane et malaise (Bunnel, 2004 et King, 2008). Or, cette référence identitaire est pleine de contradictions. Elle est à l'opposé de la politique urbaine mise en œuvre au lendemain de l'indépendance dont l'objectif était d'effacer du paysage toute

trace des divisions spatiales communautaires léguées par le pouvoir colonial afin de promouvoir l'unité nationale (Goldblum, 1988). Putrajaya, la nouvelle capitale administrative fédérale, est vendue par ses promoteurs comme étant la première « ville-jardin intelligente » du monde. Elle est aussi cependant une antithèse de la ville coloniale cosmopolite de Kuala Lumpur (King, 2008). Entièrement construite autour de la mosquée, de bâtiments et de jardins mettant en valeur l'identité musulmane du pays, elle exclut en revanche toutes références aux communautés chinoises et indiennes du pays : aucune église, temple hindou ou chinois (Moser, 2012). Est-elle pour autant un symbole de l'identité malaise ? Rien n'est moins sûr, car ses concepteurs ont délibérément rejeté tout élément de l'architecture malaise vernaculaire, comme les toits pagodes des premières mosquées, pour lui préférer un « imaginaire fantaisiste » du Moyen-Orient (Moser, 2012) fait de dôme en bulbes, d'arches, d'arabesques et même de bazar se suppléant au « pasar » (marché en malais). Ils justifient ce choix par la nécessité de revenir aux sources, au « Haut Islam », l'Islam en Malaisie ayant été métissé par son passage par l'Inde. Putrajaya reflète ainsi les difficultés de la Malaisie à se construire une identité nationale.

- 22 Enfin, le développement économique de la Malaisie s'accompagne de nombreuses disparités et inégalités territoriales. Elsa Lafaye de Michaux pointe avec justesse les nombreux clivages entre les villes et les campagnes. Ajoutons ceux qui existent entre la côte ouest et la côte est de la péninsule et ceux entre la partie péninsulaire et insulaire de la Malaisie (De Koninck, 2007). Les centres politiques, économiques, démographiques et urbains du pays se concentrent le long de la côte occidentale. Quant aux États de Sabah et de Sarawak, ils sont à bien des égards des périphéries : l'expansion des cultures commerciales et des coupes forestières ont pris le relais de celles qui ont prévalu jusque dans les années 1990 dans la partie continentale et l'exploitation de leurs ressources naturelles profite davantage aux sociétés de la péninsule qu'à la population locale. Comme le souligne Tim Bunnell (2004 : 60), le programme *Wawasan 2020 (Vision 2020)* « a été le signe d'une plus vaste (re) centralisation du développement national dans une période de mondialisation accélérée » et l'abandon de la politique des années 1970 de développement équilibré du territoire national. Abdullah Badawi qui succède en 2003 à Mahathir au poste de premier ministre a en revanche rompu avec cette stratégie d'organisation territoriale par le lancement de cinq corridors de développement (Fau, 2013a) couvrant l'intégralité du territoire malaisien (trois sur la péninsule, deux sur la partie insulaire). Ces corridors sont de nouvelles régions économiques regroupant des États limitrophes mais à des niveaux de développement économiques souvent différents. Quant à Najib, 1^{er} ministre actuel, il soutient aussi bien les corridors de croissance, en mettant notamment en avant le programme Iskandar, que Kuala Lumpur, qualifié pour être un des 12 moteurs de croissance économique du pays (*National Key Economics Area*). Ces disparités économiques sont d'autant plus sources potentielles de conflit que fédéralisme malaisien, un système politique unique en Asie du Sud-Est, évolue précisément à l'opposé de ses voisins engagés dans un processus de décentralisation : le gouvernement fédéral concentre de plus en plus les pouvoirs politiques et les ressources du pays tandis que les États fédérés disposent de moins en moins d'autonomie financière.

BIBLIOGRAPHIE

- Bunnell T. (2004), *Malaysia, Modernity and the Multimedia Super Corridor, A critical geography of intelligent landscapes*, RoutledgeCurzon, 2004, 203 p.
- Case W. (2007), "Semi-democracy and minimalist federalism in Malaysia", in Baogang He., Brian Galligan and Takashi Inoguchi (eds.), *Federalism in Asia*.
- De Koninck R. (2007), *Malaysia, la dualité territoriale*, La Documentation française.
- Farhat A. (2011), *La compagnie aérienne low-cost Air Asis*, master II, université Paris 7, Denis Diderot.
- Fau N. (2012), « Malaisie. Une année préélectorale et de contestations », in Jérémy Jammes et Benoît de Tréglodé (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2012. Les événements majeurs de l'année*, Paris/Bangkok, Les Indes savantes/Irasec, p. 189-208.
- Fau N. (2013a), « Malaisie. L'année des "promesses tenues" », in Jérémy Jammes (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2013, Bilan, enjeux et perspectives*, Paris/Bangkok, Les Indes savantes/Irasec, p. 219-242.
- Fau N. (2013b), "Maritime corridors, port system and the transnational spatial organization in N. Fau, CH. Taillard, V. Pholsena, *Transnational Dynamics and Territorial Redefinitions in Southeast Asia: the Greater Mekong Subregion and Malacca Strait economic corridors*, Singapore: ISEAS (à paraître en novembre).
- Goldblum Ch. (1988), *Métropoles de l'Asie du Sud-Est. Stratégies urbaines et politiques du logement*, Paris, L'Harmattan.
- Gomez E. T. (1999), *Chinese Business in Malaysia. Accumulation, Ascendance, Accomodation*, London, Curzon Press.
- Hirschman A. O. (1958), *Strategy of Economic Development*, New Haven, Yale University Press.
- Jomo K. S. (1986), *A Question of Class. Capitalism, the State and Uneven Development in Malaysia*, Singapore, Oxford University Press.
- King R. (2008), *Kuala Lumpur and Putrajaya, Negotiating Urban Space in Malaysia*, NUS Press, 321 p.
- Krugman P. (1994), "The myth of Asia's miracle", in *Foreign Affairs*.
- Lafaye de Micheaux E. (2000), *Éducation et croissance en Malaisie, étude d'un lien fragile*, thèse de doctorat (non publiée), université de Dijon.
- Moser S. (2012), "Circulating Vision of 'High Islam': the adoption of Fantasy Middle Eastern Architecture in Constructing Malaysian Identity", in *Urban Studies*, vol. 49 n° 13, 2913-2935.
- Myrdal G. (1959), *Théorie économique et pays sous-développés*, Paris, Présence africaine.
- Puthucheary J. J. (1960, 2004), *Ownership and Control*, Kuala Lumpur, Insan.
- Reid A. (2010), *Malaysia/Singapore as Immigrant Societies*, Asia Research Institute Working Paper Series No. 141, Singapore.
- World Bank (1993), *The East Asian Miracle. Economic Growth and Public Policy*, Washington D.C., World Bank.
- World Bank (2011), *Malaysia economic monitor: brain drain*, Washington D.C., Worldbank.

World Bank (2012), *Logistic Performance Index*. Washington D.C., Worldbank.

AUTEURS

NATHALIE FAU

Maître de conférences en géographie, université Paris Diderot Paris 7, SEDET (Société en développement. Études transdisciplinaires), actuellement en délégation auprès de l'Umifre IRASEC (Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine), fau.nathalie@gmail.com.